I. Vœux de Monsieur le Président du Conseil de surveillance de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

JEAN-MARIE LE GUEN
Président du conseil de surveillance de l'AP-HP

Messieurs les Directeurs généraux,
Monsieur le Directeur général de l'Assistance Publique,
Monsieur le Président de la CME,
Monsieur le doyen,
Mesdames et Messieurs,

Je suis d'abord ici pour vous souhaiter à tous une excellente année, pour chacun d'entre vous, pour votre famille et pour vos proches parce que l'Assistance Publique, nous le savons, c'est d'abord et avant tout, quelque part, une famille. On parlait de la capacité d'attraction, au regard des valeurs que porte cette institution. Cela accrédite un sentiment de famille, une famille qui, ce soir, s'est un peu élargie. Du moins y a-t-il une reconnaissance élargie avec la présence d'un représentant des usagers dans cette cérémonie. Elle était bienvenue et je pense que le discours qui a été tenu nous a évidemment émus.

Je veux à mon tour tout particulièrement saluer l'arrivée de Martin Hirsch dans notre institution. Vous connaissez son engagement, ses compétences. Comme il en a témoigné, je pense que son arrivée à l'Assistance Publique va permettre de tourner une page des relations tumultueuses qui existent depuis maintenant un certain nombre d'années entre l'Etat et l'Assistance Publique. Il a cité les considérations qui, trop souvent, sont venues polluer les relations que nous pouvions avoir avec notre tutelle. Gageons que cette page est désormais tournée.

A travers l'exposé qu'il nous a fait ce soir, je crois pouvoir ici dire que nous nous y retrouvons les uns et les autres, dans notre diversité (diversité professionnelle, diversité d'approche). Mais le programme qu'il nous a proposé pour l'année 2014 correspond profondément, je le crois – et il y aura évidemment ici ou là telle concertation, tel dialogue, tel débat – aux tâches qui sont celles de l'Assistance Publique. Mon rôle aujourd'hui, puisque nous sommes dans cette réunion de famille, c'est de parler rapidement, dans ces vœux, qui répètent peut-être d'autres vœux, d'une part de vérité et d'autre part de responsabilité. Car, à vrai dire, nous avons passé ces dernières années beaucoup de temps à défendre l'Assistance Publique face à un environnement qui était souvent agressif.

Aujourd'hui, le moment est venu de nous regarder nous-mêmes avant que nous puissions appeler nos compatriotes et singulièrement les habitants de la région parisienne à nous aider dans le mouvement que nous devons accomplir.

Ce mouvement, il est aujourd'hui un impératif. La médecine française est une médecine reconnue comme excellente et l'hôpital public français comme tel.
Mais en réalité, nous savons combien, finalement, au-delà de la compétence et de l'excellence de ses personnels, il y a un retard, au regard de ce qu'est la transition épidémiologique, de ce qu'est l'évolution scientifique, de ce qu'est l'évolution de la société. Pris dans cette excellence, nous n'avons pas, sans doute, d'une façon générale, dans notre pays, porté

suffisamment d’attention à la nécessité de réformer profondément notre système de santé. Il est impensable que l’hôpital ne soit pas au cœur de cette réforme. Si l’hôpital est au cœur de cette réforme, il est impensable que l’Assistance Publique ne soit pas justement la première à avancer. Nous savons que nous partons avec un certain retard dans bien des domaines. Je n’ai pas besoin de les rappeler car vous les connaissez : la question de l’ambulatoire, l’intégration de la prévention dans le soin, l’intégration territoriale, le renforcement de la place de la recherche et de l’université dans le fonctionnement de nos hôpitaux universitaires ; très largement, notre capacité aussi, au-delà du soin, de la recherche, à irradier. Lorsqu’on voit le spectaculaire succès de cette greffe cardiaque, on comprend combien la société française peut recevoir d’une institution comme la nôtre. Au-delà du soin, au-delà de la performance scientifique, il y a aussi des opportunités économiques extraordinaires. Je fais partie de ceux qui pensent que la santé est un domaine de développement et de croissance de notre société.

Mais pour cela, il faut que nous nous réformions et il faut que l’Assistance Publique soit au premier rang de ce mouvement de réforme. Les pistes qui ont été avancées, me semble-t-il, vont dans ce sens. Ce pacte de responsabilité, c’est celui que nous devons passer avec nous-mêmes, c'est-à-dire la capacité, pour chacun d’entre nous, à comprendre que nous sommes porteurs de cette réforme, de cette transformation et que nous aurons à changer un certain nombre d'habitudes et de comportements, qu’un certain nombre de structures et de systèmes devront évoluer pour mieux répondre à la qualité des soins et à l’attente des patients.

Evidemment, ceci se fera dans un contexte économique que chacun discerne. Des efforts importants ont été demandés à l’Assistance Publique et même s’il existe plusieurs politiques possibles dans notre pays, aucune de ces politiques ne viendra nous absoudre des efforts que nous avons à faire. Nous sommes dans une situation où les pouvoirs publics nous demanderont des efforts d’autant plus importants. Si je rappelle ici les contraintes et les défis que nous devons relever, il y a aussi les projets que nous devons porter.

Oui, c’est vrai, l’Hôtel-Dieu est au cœur d’une pensée de rénovation de l’hôpital public et de l’Assistance Publique, parce qu’il introduit d’autres rapports entre le soin et la prévention, entre la ville et l’hôpital, entre les universités, d'ailleurs, et l’hôpital lui-même. Donc il doit enfin voir le jour dans les mois qui viennent. Monsieur le Directeur général, je pense que tous ceux qui sont ici (je m’avance peut-être en parlant au nom du Président de la CME) ont été profondément rassurés par vos propos car nous avons compris que ce projet que nous sommes un certain nombre à porter depuis des années, qui a pu prêter à discussion, qui a donné lieu à des incompréhensions, parfois à des polémiques, est un projet de profonde rénovation de l’Assistance Publique et plus généralement d'ailleurs de l’hôpital.

Nous avons cette capacité aussi, vous l’avez dit, à vivre non seulement les territoires mais aussi une évolution considérable qui s’est accélérée ces derniers mois et qui va encore s’accélérer avec la création de la métropole du Grand Paris. Nous allons avoir, vous le verrez, dans les mois et les années qui viennent, des rapports tout à fait différents avec une vision de l’organisation politique, administrative, sur nos territoires, qui sera profondément différente et qui nous donnera de nouvelles responsabilités.

Face à ces défis, le mouvement est profondément nécessaire.Des moyens supplémentaires pourront sans doute être décrochés mais simplement s’ils vont à la réforme, s’ils vont à la modernisation, s’ils vont à la qualité et à la sécurité, à l’efficience de notre système de soins. Il n’y aura pas de moyens supplémentaires pour le conservatisme et l’immobilisme. Dans ce combat, vous le savez, vous trouverez aussi des élus parisiens à vos côtés. C’est vrai, vous

avez eu raison de le dire, Monsieur le Directeur général, il faut que nous revoyons le partenariat qui lie aujourd'hui la ville et l’Assistance Publique et d’une façon plus générale la métropole du Grand Paris et l’Assistance Publique. Il faudra effectivement que nous retrouvions nos comptes, notre capacité à nous développer dans la réalisation foncière et dans les collaborations que nous pourrons nouer avec la ville. Ce temps est sans doute venu. Il viendra, je l’espère, encore plus rapidement d’ici quelques mois. Il nous permettra de trouver une nouvelle dynamique. Cette dynamique, encore une fois, elle est profondément dans le mouvement. C’est le message sur lequel je veux insister aujourd'hui,. C’est dans le mouvement que nous ferons vivre l’Assistance Publique de demain. Merci.